



Publication du rapport collectif : “L’injuste prix de notre alimentation – quels coûts pour la société et la planète ?”

Ce rapport, porté par Le Secours Catholique, le réseau Civam, Solidarité Paysans et la Fédération Française des Diabétiques, démontre que notre système agricole et alimentaire génère des impacts économiques, sanitaires et environnementaux dramatiques. L’argent public qui lui est consacré n’est aujourd’hui pas alloué de manière pertinente au regard de ces enjeux. Au travers de nombreuses pistes d’action concrètes, le collectif souhaite donner à tous l’opportunité de se saisir de ce sujet vital afin de revoir dans son intégralité un contrat social aujourd’hui caduque.

Le 17 septembre, à Paris - Faisant le triple constat que notre modèle alimentaire actuel pousse à la dégradation des conditions de vie des personnes, à la détérioration croissante de la santé publique et des écosystèmes dont nous dépendons, le Secours Catholique, le réseau Civam, Solidarité Paysans et la Fédération Française des Diabétiques présentent aujourd’hui un rapport chiffré et enrichi de nombreux témoignages de terrain : “L’injuste prix de notre alimentation - Quels coûts pour la société et la planète ?”.

Les quatre organisations y dénoncent un système qui bloque structurellement la résolution de la triple équation de l’accessibilité sociale, de la durabilité de notre alimentation et de la juste rémunération des producteurs. Elles démontrent notamment que le prix que l’on paie pour se nourrir ne reflète en aucune manière les coûts pour la société, et invitent à repenser en profondeur notre système alimentaire ainsi que la façon dont il est soutenu, notamment par les pouvoirs publics. Les quatre associations pointent **30 pistes concrètes** pour garantir un accès équitable à une nourriture de qualité, tout en assurant un revenu décent pour les agriculteurs et en respectant les limites planétaires. Elles invitent à dépasser collectivement les clivages, à prendre conscience des enjeux et à opérer un sursaut démocratique salulaire.

Une

indignation

légitime

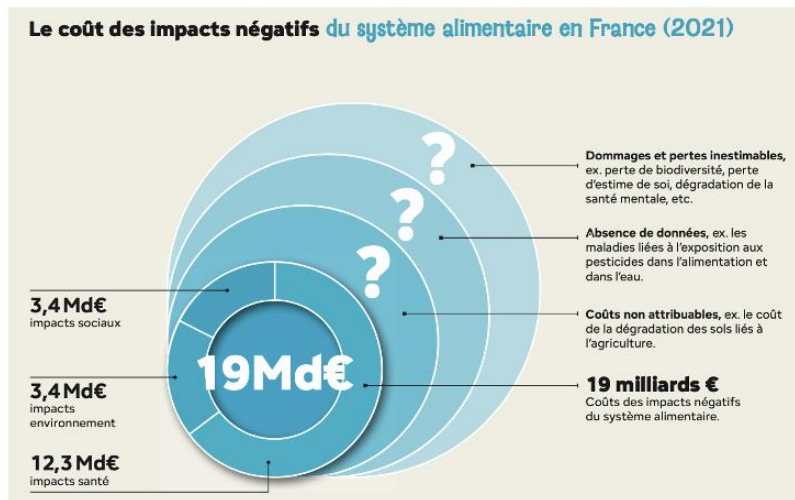
Pertinent et efficace au sortir de la Seconde Guerre mondiale, notre modèle alimentaire est devenu obsolète voire contreproductif et n’apporte plus les bienfaits visés initialement. Il est de surcroît à l’origine de nombreux problèmes environnementaux et sanitaires. Parmi les injustices qui ont motivé ce travail collectif, les associations rappellent que :

- 8 millions de Français se retrouvent en insécurité alimentaire et au moins 2 millions d’entre eux sont obligés de recourir à l’aide alimentaire selon l’Anses et l’Insee. Un chiffre en constante augmentation depuis plusieurs années.
- +160% de diabétiques en 20 ans (à partir des chiffres de l’Assurance maladie et de l’Inserm). Les pathologies liées à l’alimentation prennent un tournant épidémique, provoquant maladies cardiovasculaires, surpoids et obésité.

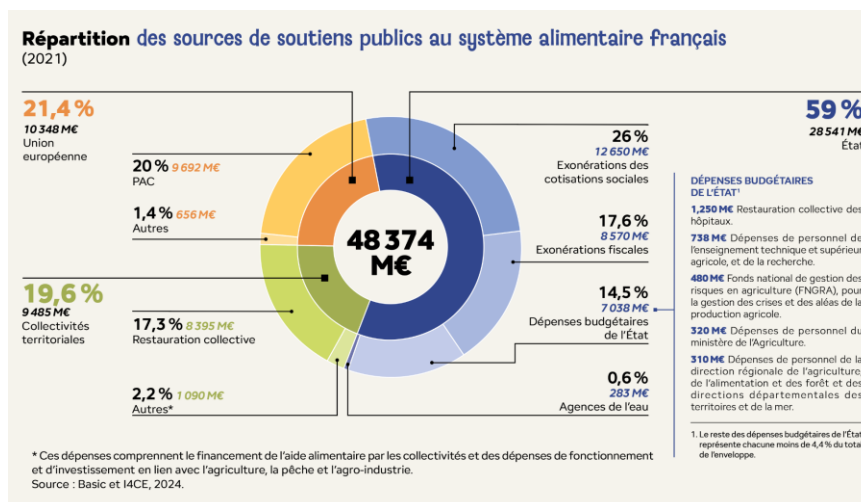
- 18% des agriculteurs vivent sous le seuil de pauvreté selon l'Insee, et un nombre croissant de producteurs ne parvient pas à tirer un revenu décent de leur travail. On compte 2 fois plus de risque de suicide chez les agriculteurs que pour le reste de la population.
- Disparition de 30% des oiseaux des champs en 15 ans selon l'Office nationale de la biodiversité, 40 points de collecte d'eau potable fermés chaque année en moyenne en France à cause de nitrates et pesticides mesurés en trop grande quantité (Bilan environnemental de la France, MTE 2023).

Le prix à payer : quand la société passe 2 fois à la caisse

Les consommateurs subissent de plein fouet l'inflation, et l'alimentation est devenue la **variable d'ajustement** pour beaucoup d'entre eux : en juin 2023, 47% des ménages déclaraient avoir modifié leurs habitudes alimentaires pour cette raison. Dans un contexte d'austérité budgétaire et de polarisation politique en raison de l'augmentation des injustices sociales, le rapport chiffre de façon inédite à la fois les **coûts des politiques publiques** qui soutiennent notre système



alimentaire, et celles censées **pallier les impacts négatifs que le secteur génère**. Ainsi, en 2021, ce sont **48 milliards d'euros** de dépenses publiques qui ont été allouées pour faire tourner notre agriculture et nos infrastructures alimentaires, et **19 milliards de plus** qui ont été dépensés pour compenser les effets négatifs de tout le système - **dont 12 milliards pour la santé**. Des chiffres qui ne représentent que la partie émergée de l'iceberg : le chiffrage des dégâts de ce secteur sur la santé mentale, la perte de biodiversité, ou encore la dégradation des sols étant impossible en l'absence de données existantes, ou non effectué pour des raisons éthiques. Nous avons ainsi décidé de ne pas donner de valeur chiffrée à des éléments qui n'en ont pas, contrairement à d'autres études.



Le montant des financements de soutien au système alimentaire (48 milliards d'euros) est en lui-même une bonne nouvelle et montre l'importance accordée à ce secteur. Toutefois, prendre le problème à la racine impose de revoir l'allocation des différents financements : subventions, exonérations fiscales et sociales, et encouragements à l'industrialisation. C'est une opportunité de revoir notre boussole, en vue de soutenir la production alimentaire comme un investissement collectif. Pour un changement systémique et des effets pérennes, les 4 associations démontrent que l'on peut agir sur 4 volets dont découlent **30 propositions concrètes**, déployables immédiatement aux niveaux national et local, permettant de remettre les territoires au centre de l'action. Parmi celle-ci, on retrouvera notamment :

- **Alors que se forme le nouveau gouvernement**, avoir un pilotage d'ensemble de l'action publique sur le sujet, avec une loi cadre sur le droit à l'alimentation, à mettre en débat.
- **Parce que nous sommes en crise démocratique**, il faut remettre la question de l'alimentation dans les mains des citoyens, au niveau national comme dans les territoires, avec des caisses alimentaires locales, en ouvrant les instances agricoles à la société, en donnant du poids accru aux collectivités, etc.
- **En réponse à la crise écologique, il devient urgent de massifier la transition agro-écologique**, en soutenant les agriculteurs qui s'engagent dans cette voie, mais aussi en repensant l'organisation du reste de la chaîne pour que ces productions trouvent leur place dans les filières de transformation et de distribution, soient rémunératrices pour les producteurs, et parviennent de manière transparente jusqu'au consommateur.
- **En réponse à la catastrophe sanitaire**, il est urgent de réguler la publicité sur l'alimentation en particulier à destination des enfants, et de massifier la transition agroécologique ; ce sont des économies sûres pour le futur.
- **Dans une période budgétaire tendue**, il faut évaluer les effets écologiques et sociaux de milliards de soutiens publics, comme les exonérations, pour mieux les utiliser dans une perspective de transition.

Ces différentes mesures ne s'opposent pas mais se complètent. Prises dans leur ensemble, elles permettent de poser les bases d'un nouveau contrat social autour de notre alimentation, au bénéfice de tous.

L'étude est à retrouver [ici](#)

“Les causes initiales de la dégradation de la situation des paysans sont toujours à l'œuvre : la course aux volumes et le fort taux d'endettement réduisent les revenus et durcissent les conditions d'exercice du métier. Le fond du problème est systémique et pas individuel. Agissons ensemble” déclare Marie-Andrée Besson, agricultrice retraitée et Présidente de Solidarité Paysans.

“Le manque de revenus contraint souvent à opter pour des produits de mauvaise qualité nutritionnelle – produits qui bénéficient par ailleurs d'une promotion accrue,” précise Jean-François Thébaut, Vice-Président de la Fédération Française des Diabétiques. ***“Il est important de montrer du doigt ces mécanismes et de mener un combat commun contre ces injustices”***.

“Consommateurs et agriculteurs vivent des inégalités qui s’additionnent. Produire des aliments de qualité et accessibles, tout en assurant une juste rémunération des producteurs est possible : il s’agit d’un projet de société et un investissement d’avenir” déclare Didier Duriez, Président, Secours Catholique - Caritas France;

“Il s’agit à présent d’affirmer le droit des citoyens en tant que citoyens et non par l’acte d’achat, et à définir, avec le monde agricole, des modes de production et des circuits de distribution souhaitables pour tous”, déclare Nicolas Verzotti, maraîcher dans le Vaucluse et Président du Réseau CIVAM.

Méthodologie

Le rapport est le fruit d’un travail collectif et d’un partenariat entre Le Secours Catholique - Caritas France, le Réseau CIVAM, Solidarité Paysan et la Fédération Française des Diabétiques. Le Basic (Bureau d’analyse sociétale pour une information citoyenne) est l’auteur de la recherche scientifique et de la collecte des données. Un comité scientifique a été constitué, et comprend des chercheurs de différentes institutions dont le CNRS, le Cirad, l’Idri, l’Inrae, UC Louvain et des membres de la Fondation Carasso. Le soutien financier a été apporté par la fondation Daniel et Nina Carasso, la Fondation Caritas France et le fonds de dotation La Poule Rousse.

L’ACCÈS DIGNE À L’ALIMENTATION DURABLE ET DE QUALITÉ – LE SECOURS CATHOLIQUE
Fondé en 1946, le Secours Catholique-Caritas France (SCCF) défend l’accès de toutes et tous à une alimentation durable et de qualité. Il co fonde, en 1984, la première banque alimentaire à Arcueil mais se distancie, dès 1987, de l’aide alimentaire institutionnelle pour privilégier des actions basées sur la rencontre et l’accompagnement. En 2015, le SCCF participe à la COP21 et, en 2016, au Forum social mondial de Montréal pour établir des critères pour un accès digne à l’alimentation de qualité. La crise du Covid-19 renforce cette orientation. En janvier 2021, le SCCF lance le programme « Ensemble, bien vivre, bien manger » et la même année, l’expérimentation « Territoires à VivreS » pour des systèmes alimentaires de proximité qui garantissent l’accès de toutes et tous à une alimentation durable.

BIEN NOURRIR – UNE PRÉOCCUPATION DE LONGUE DATE DES CIVAM
Les CIVAM (centres d’initiatives pour valoriser l’agriculture et le milieu rural) naissent dans les années 1950, à l’initiative des maîtres agricoles et de la Ligue de l’enseignement. Sous forme d’amicales laïques ou de centres d’initiatives, ils visent à diffuser le progrès agricole et à émanciper les campagnes. Dans les années 1990, ils dénoncent le productivisme et orientent leur action en faveur d’une agriculture durable. Ils cherchent à créer un lien direct avec les consommateurs et à repenser l’économie des fermes. Depuis 2010, les Civam travaillent à réduire les inégalités d’accès à une alimentation de qualité avec le projet Accessible, lancé en 2015, qui a permis de rapprocher producteurs et personnes en situation de précarité, et de développer des alternatives à l’aide alimentaire, ensuite, avec le projet « Territoires à VivreS » auquel les Civam s’associent en 2020 et qui a permis la création de la caisse alimentaire commune de Montpellier. Aujourd’hui, les agriculteurs des Civam souhaitent travailler pour nourrir plutôt que travailler pour produire.

DÉFENDRE ET ACCOMPAGNER LES AGRICULTEURS EN DIFFICULTÉ : SOLIDARITÉ PAYSANS
Fondée en 1992, Solidarité Paysans naît de la nécessité des agriculteurs de se défendre face aux conséquences du modèle de développement industriel post- Seconde Guerre mondiale. L’association offre un accompagnement juridique et social aux agriculteurs en difficulté, les aide à adopter des pratiques agricoles durables et à garantir leurs droits et un revenu décent. Solidarité Paysans mène également des campagnes de sensibilisation pour alerter sur les crises agricoles : les difficultés des agriculteurs ne sont pas qu’économiques, elles sont également sociales et humaines. L’objectif de Solidarité Paysans est clair : permettre à tous les agriculteurs et agricultrices de devenir acteurs et actrices d’un autre modèle agricole.

SE BATTRE POUR UNE MEILLEURE RECONNAISSANCE ET PRISE EN CHARGE DU DIABÈTE – LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DES DIABÉTIQUES

Créée en 1938, la Fédération française des diabétiques est une association de patients, au service des patients et dirigée par des patients. La Fédération s’est donné trois missions sociales : informer, accompagner et prévenir ; défendre individuellement et collectivement les patients ; soutenir la recherche et l’innovation. Aujourd’hui, l’association représente les 4 millions de personnes vivant avec un diabète en France. Face à la crise sanitaire de 2020, la FFD a intensifié ses efforts pour soutenir les patients diabétiques, particulièrement vulnérables face au Covid-19. L’objectif de la FFD est de défendre les droits des patients, d’améliorer leur qualité de vie et de faire avancer la recherche.

Contact Presse

Marion Soissons

marion.soissons@looksharp.fr

06 49 45 09 29

